

Enfin, pour expliquer le rôle du ministère dont il allait assumer la direction, le ministre de l'Expansion économique régionale précisait:

Les objectifs de ce ministère sont d'accroître les possibilités d'emplois productifs et faciliter l'accès à ces emplois.

Telle est donc la philosophie du gouvernement: fournir du travail, des emplois, comme si le but de l'économie était de tenir les hommes occupés, de les faire travailler.

Pourquoi le gouvernement actuel raisonne-t-il comme il y a 20 ans? Pourquoi le ministre de l'Expansion économique régionale raisonne-t-il encore ainsi aujourd'hui? Pourquoi le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), qui est pourtant économiste, raisonne-t-il ainsi? Parce que le pain du travailleur ne peut lui venir que de tâches ardues, parce que, selon eux, l'homme est fait pour travailler, pour produire. S'il n'est plus un instrument de production, il n'a plus aucun droit à celle-ci. C'est pour cette raison qu'il faut créer le plus d'emplois possible. C'est pour cette raison aussi que les hommes d'État, les politiciens, les économistes et les financiers s'entendent comme larrons en foire. Ils se font donc les apôtres de l'embauchage intégral; ils iront jusqu'à créer des emplois inutiles, s'il le faut, afin de tenir les gens occupés.

On se souvient, monsieur l'Orateur, de certains programmes de travaux d'hiver.

• (4.40 p.m.)

[Traduction]

Le maintien de l'emploi s'impose comme tel et non seulement pour faciliter la mise en œuvre d'un programme de sécurité sociale. Mieux vaut employer des gens à creuser des trous et à les remplir que de ne pas les employer du tout; ceux qui sont engagés pour faire des travaux inutiles fourniront, grâce à ce qu'ils gagnent et dépensent, de l'emploi utile à d'autres. Qu'importe la façon dont on se procure l'argent pour payer les salaires des gens, mieux vaut les employer comme cela que de ne pas les employer du tout.

[Français]

Nos bons amis à notre droite auront reconnu facilement ce texte d'un des grands pères du socialisme britannique, l'honorable William H. Beveridge, aux pages 17 et 147 du livre «Full Employment in a Free Society».

Un autre économiste fort prisé par nos amis les socialistes et qui fait aussi autorité dans les milieux du gouvernement canadien, Lord Keynes, disait, lors d'une visite à Ottawa, le 4 septembre 1947, selon une dépêche de la Presse canadienne, et je cite:

L'Angleterre a besoin de certains produits, mais elle n'a pas d'argent pour les payer, ni assez de marchandises pour payer ses importations par des exportations. Le Canada et les États-Unis, qui ont

aidé considérablement l'Angleterre pendant la guerre, doivent maintenant continuer d'expédier leurs produits à ce pays afin de maintenir leur économie en mouvement et de fournir du travail aux ouvriers.

De tels raisonnements démasquent l'absurdité du système actuel. Nous croyons sans peine que l'Angleterre était heureuse d'accepter des gratuités en provenance du Canada. Il ne fallait toutefois pas prétendre que le Canada devait instaurer une telle politique de gratuités aux étrangers simplement pour fournir du travail aux Canadiens. Cela frise l'absurdité, sinon la démenche.

Dans un ouvrage publié en 1945 et intitulé «Tomorrow's Trade», l'économiste américain Stuart Chase a le courage de suggérer des solutions plus raisonnables, et je cite:

Les Américains, disait-il, prêtent des dollars aux étrangers; les étrangers utilisent ces dollars pour payer leurs importations des États-Unis. Ces exportations stimulent la production et l'emploi aux États-Unis, mais les étrangers profitent des marchandises, tandis que les contribuables américains perdent leur chemise.

S'il faut intervenir pour soulager le chômage, ajoutait-il, pourquoi ne pas distribuer directement nos produits à ceux qui en ont besoin à l'intérieur du pays, aux Américains eux-mêmes?

Nous, du Ralliement créditiste, sommes opposés à la conception philosophique sous-entendue dans le bill C-183 et défendue par le ministre de l'Industrie et du Commerce et son collègue, le ministre de l'Expansion économique régionale.

Quand le ministre de l'Expansion économique régionale affirme que, et je cite:

Le premier impératif de la justice sociale, c'est qu'il y ait suffisamment d'emplois...

Nous rétorquons, avec le Pape Pie IX, «que l'organisme économique sera sainement constitué et atteindra sa fin alors seulement qu'il procurera à tous et à chacun de ses membres tous les biens et les ressources de la nature et de l'industrie ainsi que l'organisation vraiment sociale que la société a le moyen de leur procurer.»

Quant à la philosophie du gouvernement, du ministre de l'Industrie et du Commerce et du ministre de l'Expansion économique régionale, elle tend à faire croire que le but de l'activité économique est de fournir du travail à tout le monde, de multiplier les emplois.

Par ailleurs, nous, du Ralliement créditiste, faisons nôtre l'opinion du révérend père Georges-Henri Lévesque, que le ministre de l'Expansion économique régionale connaît bien. Je cite:

L'économie doit viser, non pas à créer des richesses pour elles-mêmes, mais à satisfaire les besoins de tous et à produire des biens qui enrichissent vraiment tous les citoyens du pays. En style économique, nous dirions, ajoute-t-il, que la fin de l'économie, c'est le service des consommateurs, de tous les consommateurs. Le consommateur d'abord! Tel doit être le grand mot d'ordre